

ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT PERMISSION DE VOIRIE
CEGELEC Rodez
Travaux de branchement gaz « rue de la Boursonnerie »

LE MAIRE DE MARCILLAC-VALLON,

- Vu la demande de la société CEGELEC Rodez représentée par M. Dorian PLEGAT, qui doit intervenir pour réaliser des travaux en vue de raccorder au réseau gaz, côté « rue de la Boursonnerie », l'immeuble G 266 et 271 « 32, Tour de Ville ».
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés de collectivités locales,
- Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
- Vu le Code de l'Urbanisme,
- Vu le Code de la Voirie Routière,
- Vu le Code de la Route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
- Considérant que ces travaux imposent, pour des raisons de sécurité, de prendre des mesures règlementant la circulation et le stationnement des véhicules aux abords du chantier.

- A R R Ê T E -

- Article 1^{er} - **OBJET :**
Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : **raccorder au réseau gaz, côté « rue de la Boursonnerie », l'immeuble G 266 et 271 situé « 32, Tour de Ville »** ; à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.
- Article 2 - **DURÉE :**
Les travaux seront réalisés à compter du **mardi 21 mai 2024 au mardi 4 juin 2024**.
L'autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter de droit à indemnité.
- Article 3 - **PRESCRIPTIONS GENERALES :**
Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.
Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.
Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies à l'article 4, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- Article 4 - **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES :**
Pendant toute la durée des travaux :
- la circulation sera interdite « rue de la Boursonnerie »,
- le stationnement des véhicules sera interdit aux abords du chantier.
La signalisation nécessaire sera mise en place par la société CEGELEC Rodez.
L'entreprise veillera à la bonne remise en état de la chaussée.
- Article 5 - **EXECUTION :**
M. le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Marcillac est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Marcillac-Vallon, le 10 avril 2024.



Jean-Philippe PÉRIÉ,
Maire de Marcillac-Vallon